

que jamais un pays ne s'y verra soustraire, car il n'a eu ni conquêtes territoriales qui exposent l'essentielle constitution de l'Etat.

Cependant, cette première armée échappe de main. M. Delcassé la lui a doucement arrachée en représentant l'usage des lettres patentes; et la Saint-Siège ayant mis la doctrine en état de toute suite sa bonne volonté à terminer cette querelle de mots.

On a vu d'un an, le 20 décembre 1903, ce premier conflit était terminé.

Mais M. Combes n'avait point laissé se faire un autre conflit qu'il avait, celui-là, créé de toutes pièces. Le 23 décembre 1903, il a avisé le nonce, sans autre préalable, que le gouvernement de la République a révoqué de plein droit les nominations suivantes :

Le nonce a répondu qu'il ne pouvait pas accepter ces nominations sans que le nonce ait été préalablement avisé de la révocation de ces nominations. Mais non, c'est l'abdication que, pratiquement, M. Combes exige du Pape. Vous accepterez tous les évêques que je nomme, ou vous n'en aurez plus aucun.

Le nonce a répondu qu'il ne pouvait pas accepter ces nominations sans que le nonce ait été préalablement avisé de la révocation de ces nominations. Mais non, c'est l'abdication que, pratiquement, M. Combes exige du Pape.

Le nonce a répondu qu'il ne pouvait pas accepter ces nominations sans que le nonce ait été préalablement avisé de la révocation de ces nominations. Mais non, c'est l'abdication que, pratiquement, M. Combes exige du Pape.

Le nonce a répondu qu'il ne pouvait pas accepter ces nominations sans que le nonce ait été préalablement avisé de la révocation de ces nominations. Mais non, c'est l'abdication que, pratiquement, M. Combes exige du Pape.

Le nonce a répondu qu'il ne pouvait pas accepter ces nominations sans que le nonce ait été préalablement avisé de la révocation de ces nominations. Mais non, c'est l'abdication que, pratiquement, M. Combes exige du Pape.

On signera ou on ne signera pas, suivant les prescriptions locales.

Il y a lieu enfin de protester avec dignité contre l'inventaire, de faire toutes réserves, de réserver spécialement la décision relative à l'organisation des associations cultuelles et de demander l'inscription de ces observations à protestations.

Notons en terminant que S. Em. le cardinal Richard, dont les prescriptions ont été faites dans ce sens, a assuré hier à ses prêtres qu'il avait la certitude que cette attitude, qui réserve tout l'avenir, était sage et approuvée.

Les agents du gouvernement ne perdent pas de temps. A peine le premier règlement paru, ceux de l'Hérault ont notifié à S. Em. l'évêque de Montpellier qu'ils voudraient procéder à l'inventaire du palais épiscopal aujourd'hui même, mercredi 3 janvier.

Dans la réunion tenue dimanche à Ay (Merne), M. Vellé, parlant de la probabilité élection du président de la République, a déclaré que son vote n'irait qu'à un républicain éprouvé, et il a ajouté :

« Je républicain, ce candidat, me diriez-vous, nous l'avons sous la main : c'est M. Bourgeois. Malheureusement, nous ne pouvons pas le nommer sans son consentement, et pour des raisons que je n'ai pas à apprécier, notre ami a refusé ce que je ne puis accepter. »

De son côté, M. Léon Bourgeois, qui a pris le parole après M. Vellé, a déclaré qu'il n'aurait pas le droit de se présenter à l'élection présidentielle.

Le nonce a répondu qu'il ne pouvait pas accepter ces nominations sans que le nonce ait été préalablement avisé de la révocation de ces nominations. Mais non, c'est l'abdication que, pratiquement, M. Combes exige du Pape.

Le nonce a répondu qu'il ne pouvait pas accepter ces nominations sans que le nonce ait été préalablement avisé de la révocation de ces nominations. Mais non, c'est l'abdication que, pratiquement, M. Combes exige du Pape.

Le nombre des élèves a-t-il augmenté depuis 1882? Le nombre des normaliens est-il en progrès?

« La situation, dit-il, est à peu près aujourd'hui ce qu'elle était avant l'application de la loi de 1882 : dans moyennant de 5 % d'élèves dans les campagnes, de 10 % dans les centres populeux, la fréquentation a été, et est, chose plus grave, les 50 centimes fréquentent d'une manière tout à fait insuffisante. »

Les écoles congréganistes, au contraire, se sont développées d'une manière continue. Leur personnel augmentait, leurs élèves se multipliaient.

M. Georges Goyau termine son article en signalant un autre péril primaire, celui qui résulte de l'état d'esprit déplorable du corps des instituteurs si imprudemment lancés dans la politique au détriment de leurs fonctions pédagogiques.

Le jeudi 28 décembre dernier, le tribunal de Villeneuve-sur-Lot a fait justice des prétentions du liquidateur en attribuant à leurs véritables propriétaires les deux immeubles revendiqués par deux anciens membres de la commune dévouée des Filles de la Croix à Moissac.

Le drapeau fleurdelisé a été hissé sur la façade de la Haute-Garonne pendant toute la journée du premier jour. Le préfet a été félicité par le maire de la ville pour son zèle.

Nico, 2 janvier. — Invités par le roi des Belges et le baron von Vaughan, MM. Etienne, ministre de la Guerre, Dujardin-Beaumetz, sous-secrétaire des beaux-arts, le préfet et les généraux se sont rendus en automobile à Villersfranche.

M. Auguste Dastès, frère de l'ancien président du Conseil municipal de Paris, à Barcelone. — M. Prioul, directeur-ingénieur des postes et télégraphes en retraite, 74 ans, à Paris. — Général de Gorioff, ancien attaché militaire de Russie à Washington et à Londres, à San-Remo (Italie). — M. Glézet, ancien bâtonnier et ancien président du bureau de l'assistance judiciaire, 65 ans, à Brest.

Le nonce a répondu qu'il ne pouvait pas accepter ces nominations sans que le nonce ait été préalablement avisé de la révocation de ces nominations. Mais non, c'est l'abdication que, pratiquement, M. Combes exige du Pape.

grandes propriétés, que le paysan n'a pas assez de terre à sa disposition. Ce qui fait, c'est qu'il n'a ni moyen assez facile et en tout cas équitable, qui permette au paysan d'acquiescer des terres. Les révolutionnaires ont un moyen qui ne manque pas d'attrait pour les paysans : le prêt. Ce prêt, prenez sans bourse déliée, tout est à vous. La terre à celui qui se travaille! Mais la justice?

Rien de plus curieux, en ce moment, qu'une excursion en drapage au-dessus de la Russie. De Lodz à Vladivostok et de Riga à Bakou se joue une immense tragédie, et aux côtés actés divers, d'un fatalité naïve et d'un décor pathétique. La révolution, hydre aux cent têtes, se démultiplie et se ramifie, et aux rangées populaires, s'ajoutent les plus basses passions, s'est présentée dans le champion des opprimés. D'autre part, notre excursion en dirigeable nous montrerait que la Russie, que l'on croit si autocratique et si centralisée, est le pays par excellence des anémies locales.

Mais, par malheur, ces anémies ne sont représentées que par un seul homme : chaque fonctionnaire, dans sa sphère, continue, comme par le passé, à être autocrate et autonome; c'est en qui explique le gâchis administratif actuel. Ici on arme les ouvriers, là on les désarme; ici le gouverneur interdit un article; là le même article est autorisé; l'un juge les réunions permises, l'autre les interdit; celui-ci explique la liberté de conscience avec largeur, celui-là avec étroitesse. Et un mot, comme je l'ai dit, ce n'est pas l'auto-critique du tsar qui perd en Russie, mais l'auto-critique de chaque fonctionnaire, sur un petit pied.

La situation est pire que jamais. On se demande où ira le salut. Le gouvernement se montre incapable de réformes sérieuses; des gens bien intentionnés, mais peu renseignés sur les faits sociaux, avaient mis leur confiance dans le Comité des ouvriers. Mais les excès de celui-ci, ses appels à la violence, sa désobéissance, ses délégués, et l'on regarda d'où viendrait le général blesé que dans ses vieilles légendes le paysan russe attend derrière l'Oral. Il paraît que M. Witte s'attendait à ce résultat, qu'il l'avait prévu et même préparé : Nous avons voulu, a-t-il dit, montrer au peuple russe ce que c'est que la révolution, ce que c'est que le socialisme, pour que les gens s'en désolent, mais ils n'ont pas voulu de la révolution, ce que c'est que le socialisme, pour que les gens s'en désolent, mais ils n'ont pas voulu de la révolution.

M. Witte a pesé sur le gouverneur, tout simplement parce qu'il se sentait changé les habitudes du passé. Après un début qui promettait mieux, il est revenu au système des promesses ambiguës que l'on ne peut pas tenir, au système des concessions forcées en même temps que toujours incomplètes, en un mot au système des concessions diplomatiques qui ne font que faire attendre le record. Des siccités entières, les Russes ont cru aux promesses malgré leur déception; leur admirable endurance, leur étonnante aptitude à l'espérance quand même, expliquent un peu mieux quand on lit leur histoire. Mais pour le moment il semble bien que le krach de la confiance a été consommé. Tout le monde le voit : M. Witte, qui se fie à ses espérances financières, se voit pas. Il fait de la politique comme il faisait des affaires, sur le papier. On ne sortira pas de là, un seul système peut maintenant réussir en Russie : le système de la franchise. Que ce soit pour ou contre la liberté, pour ou contre l'autocratie, peu importe : on en a assez du mensonge, de la fourberie, des paroles à double sens. Ces moyens, dignes des pourchasseurs d'esclaves, irritent ce qu'il y a de plus noble dans les âmes les moins révolutionnaires et enlèvent à l'autorité légitime la sympathie et l'aide des meilleurs.

Ceux-ci, en retard sur les révolutionnaires, commencent à s'organiser en parti : ce centre, se placera, sans doute avec une forte majorité, le parti constitutionnel-démocrate, K-D, dont les adhérents sont déjà populaires en Russie sous le nom de cadets; l'édition du matin des Birjovitsa-Viedomosti transformés en un nouveau journal : Svobodny-Narod (le peuple libre) est devenu l'organe de ce parti, on devine sa force en sachant que les Birjovitsa-Viedomosti était le journal le plus répandu, surtout dans la classe moyenne. Tout à fait à droite, en dehors de ceux qui restent plus socialistes que le tsar, se groupent : le parti du 17 octobre et le parti de l'ordre légal, qui en diffèrent du reste entre eux que par des nuances. Le parti de l'ordre légal (Partia pravovogo porjádka) se distingue surtout de celui du K-D par le sixième point de son programme qui est la Russie une et indivisible, tandis que les cadets exigent le système des autonomies fédérées. Cette question sera une des premières à l'ordre du jour dans la future Douma et elle nous réserve bien des surprises. Le parti de l'ordre légal verrait dans l'acceptation du système des autonomies un commencement de démantèlement de la Russie, car le Slave est peu enclin séparatiste et n'est pas maintenu dans la dépendance par la forte trépage d'un Pierre-Greud.

Une autre question non moins palpitante, c'est toujours la question agraire. Je me suis livré, ces jours-ci, à quelques recherches sur la quantité des terres possédées par les paysans au cœur de la vallée Russe, dans la région dite du Haut-Volga, qui comprend les gouvernements de Vladimir, Kologne, Kostroma, Moscou, Nijni-Novgorod, Tver, Jaroslavl. Dans cette région, les paysans, en tant que condition, sont 89 % des autres classes 12 % et la population campagnarde 88 % le reste des paysans-travailleurs dans les usines des grandes villes), tendie que la population urbaine est de 17 %. Les paysans possèdent, donc, cette région, de deux façons : on y trouve le propriétaire particulier et le propriétaire commun à la disposition du village ou d'un groupe de villages.

Or, dans ce cercle, la communauté paysanne (mir) possède 44,6 % de la terre; les propriétaires particuliers 20,9 %, l'Etat 13,6 %; quelques autres établissements 2,8 %. Parmi les propriétaires particuliers 20,9 % sont nobles, 21,4 % paysans, 18 % marchands, 21 % bourgeois, 1,4 % d'autres classes de la société. Ce qui revient à dire que, tout compris, propriétés communes et propriétés particulières, les paysans qui ont 88 % de la population possèdent 53 % de la terre, tandis que les nobles qui sont à peu près 1 % possèdent 20 % de la propriété et il est à peu près dans le même état de marchands et de bourgeois. Il faut ajouter que de toutes les terres de cette région, soit 20.671.878 décalitres, il n'y a que 10.222.700 décalitres qui soient cultivées ou cultivables : le reste est occupé par des forêts (12.850.431 décal.), des prairies naturelles (1.645.847 décal.), des terres improprement à la culture (2.465.218 décal.) et que les paysans, tout compris, ont encore assez bien partagés, énonçant qu'à la superficie, au moins quant à la qualité, puisque 76 % de jours terre sont dans la zone cultivable. Toutefois, les problèmes se posent à l'Etat est évident pour tout le monde, même pour les plus

grandes propriétés, que le paysan n'a pas assez de terre à sa disposition. Ce qui fait, c'est qu'il n'a ni moyen assez facile et en tout cas équitable, qui permette au paysan d'acquiescer des terres. Les révolutionnaires ont un moyen qui ne manque pas d'attrait pour les paysans : le prêt. Ce prêt, prenez sans bourse déliée, tout est à vous. La terre à celui qui se travaille! Mais la justice?

Rien de plus curieux, en ce moment, qu'une excursion en drapage au-dessus de la Russie. De Lodz à Vladivostok et de Riga à Bakou se joue une immense tragédie, et aux côtés actés divers, d'un fatalité naïve et d'un décor pathétique. La révolution, hydre aux cent têtes, se démultiplie et se ramifie, et aux rangées populaires, s'ajoutent les plus basses passions, s'est présentée dans le champion des opprimés. D'autre part, notre excursion en dirigeable nous montrerait que la Russie, que l'on croit si autocratique et si centralisée, est le pays par excellence des anémies locales.

Mais, par malheur, ces anémies ne sont représentées que par un seul homme : chaque fonctionnaire, dans sa sphère, continue, comme par le passé, à être autocrate et autonome; c'est en qui explique le gâchis administratif actuel. Ici on arme les ouvriers, là on les désarme; ici le gouverneur interdit un article; là le même article est autorisé; l'un juge les réunions permises, l'autre les interdit; celui-ci explique la liberté de conscience avec largeur, celui-là avec étroitesse. Et un mot, comme je l'ai dit, ce n'est pas l'auto-critique du tsar qui perd en Russie, mais l'auto-critique de chaque fonctionnaire, sur un petit pied.

La situation est pire que jamais. On se demande où ira le salut. Le gouvernement se montre incapable de réformes sérieuses; des gens bien intentionnés, mais peu renseignés sur les faits sociaux, avaient mis leur confiance dans le Comité des ouvriers. Mais les excès de celui-ci, ses appels à la violence, sa désobéissance, ses délégués, et l'on regarda d'où viendrait le général blesé que dans ses vieilles légendes le paysan russe attend derrière l'Oral. Il paraît que M. Witte s'attendait à ce résultat, qu'il l'avait prévu et même préparé : Nous avons voulu, a-t-il dit, montrer au peuple russe ce que c'est que la révolution, ce que c'est que le socialisme, pour que les gens s'en désolent, mais ils n'ont pas voulu de la révolution, ce que c'est que le socialisme, pour que les gens s'en désolent, mais ils n'ont pas voulu de la révolution.

M. Witte a pesé sur le gouverneur, tout simplement parce qu'il se sentait changé les habitudes du passé. Après un début qui promettait mieux, il est revenu au système des promesses ambiguës que l'on ne peut pas tenir, au système des concessions forcées en même temps que toujours incomplètes, en un mot au système des concessions diplomatiques qui ne font que faire attendre le record. Des siccités entières, les Russes ont cru aux promesses malgré leur déception; leur admirable endurance, leur étonnante aptitude à l'espérance quand même, expliquent un peu mieux quand on lit leur histoire. Mais pour le moment il semble bien que le krach de la confiance a été consommé. Tout le monde le voit : M. Witte, qui se fie à ses espérances financières, se voit pas. Il fait de la politique comme il faisait des affaires, sur le papier. On ne sortira pas de là, un seul système peut maintenant réussir en Russie : le système de la franchise. Que ce soit pour ou contre la liberté, pour ou contre l'autocratie, peu importe : on en a assez du mensonge, de la fourberie, des paroles à double sens. Ces moyens, dignes des pourchasseurs d'esclaves, irritent ce qu'il y a de plus noble dans les âmes les moins révolutionnaires et enlèvent à l'autorité légitime la sympathie et l'aide des meilleurs.

Ceux-ci, en retard sur les révolutionnaires, commencent à s'organiser en parti : ce centre, se placera, sans doute avec une forte majorité, le parti constitutionnel-démocrate, K-D, dont les adhérents sont déjà populaires en Russie sous le nom de cadets; l'édition du matin des Birjovitsa-Viedomosti transformés en un nouveau journal : Svobodny-Narod (le peuple libre) est devenu l'organe de ce parti, on devine sa force en sachant que les Birjovitsa-Viedomosti était le journal le plus répandu, surtout dans la classe moyenne. Tout à fait à droite, en dehors de ceux qui restent plus socialistes que le tsar, se groupent : le parti du 17 octobre et le parti de l'ordre légal, qui en diffèrent du reste entre eux que par des nuances. Le parti de l'ordre légal (Partia pravovogo porjádka) se distingue surtout de celui du K-D par le sixième point de son programme qui est la Russie une et indivisible, tandis que les cadets exigent le système des autonomies fédérées. Cette question sera une des premières à l'ordre du jour dans la future Douma et elle nous réserve bien des surprises. Le parti de l'ordre légal verrait dans l'acceptation du système des autonomies un commencement de démantèlement de la Russie, car le Slave est peu enclin séparatiste et n'est pas maintenu dans la dépendance par la forte trépage d'un Pierre-Greud.

Une autre question non moins palpitante, c'est toujours la question agraire. Je me suis livré, ces jours-ci, à quelques recherches sur la quantité des terres possédées par les paysans au cœur de la vallée Russe, dans la région dite du Haut-Volga, qui comprend les gouvernements de Vladimir, Kologne, Kostroma, Moscou, Nijni-Novgorod, Tver, Jaroslavl. Dans cette région, les paysans, en tant que condition, sont 89 % des autres classes 12 % et la population campagnarde 88 % le reste des paysans-travailleurs dans les usines des grandes villes), tendie que la population urbaine est de 17 %. Les paysans possèdent, donc, cette région, de deux façons : on y trouve le propriétaire particulier et le propriétaire commun à la disposition du village ou d'un groupe de villages.

Or, dans ce cercle, la communauté paysanne (mir) possède 44,6 % de la terre; les propriétaires particuliers 20,9 %, l'Etat 13,6 %; quelques autres établissements 2,8 %. Parmi les propriétaires particuliers 20,9 % sont nobles, 21,4 % paysans, 18 % marchands, 21 % bourgeois, 1,4 % d'autres classes de la société. Ce qui revient à dire que, tout compris, propriétés communes et propriétés particulières, les paysans qui ont 88 % de la population possèdent 53 % de la terre, tandis que les nobles qui sont à peu près 1 % possèdent 20 % de la propriété et il est à peu près dans le même état de marchands et de bourgeois. Il faut ajouter que de toutes les terres de cette région, soit 20.671.878 décalitres, il n'y a que 10.222.700 décalitres qui soient cultivées ou cultivables : le reste est occupé par des forêts (12.850.431 décal.), des prairies naturelles (1.645.847 décal.), des terres improprement à la culture (2.465.218 décal.) et que les paysans, tout compris, ont encore assez bien partagés, énonçant qu'à la superficie, au moins quant à la qualité, puisque 76 % de jours terre sont dans la zone cultivable. Toutefois, les problèmes se posent à l'Etat est évident pour tout le monde, même pour les plus

grandes propriétés, que le paysan n'a pas assez de terre à sa disposition. Ce qui fait, c'est qu'il n'a ni moyen assez facile et en tout cas équitable, qui permette au paysan d'acquiescer des terres. Les révolutionnaires ont un moyen qui ne manque pas d'attrait pour les paysans : le prêt. Ce prêt, prenez sans bourse déliée, tout est à vous. La terre à celui qui se travaille! Mais la justice?

alcool à bonne qualité répondent abondamment à toutes les qualités qu'on peut exiger de cet appareil.

C. H. WIZARD, prof. de physique. L'appareil Bonjean, n° 2, est le meilleur pour les expériences de physique. Le corps, en tôle russe, est d'une solidité extrême; le condensateur est d'une nouvelle modèlé à 115 mm de diamètre et l'objectif Petzval premier choix mesure 0,022 de foyer arrière et forme de lentilles de 0,000 de diamètre.

Le nonce a répondu qu'il ne pouvait pas accepter ces nominations sans que le nonce ait été préalablement avisé de la révocation de ces nominations. Mais non, c'est l'abdication que, pratiquement, M. Combes exige du Pape.

Le nonce a répondu qu'il ne pouvait pas accepter ces nominations sans que le nonce ait été préalablement avisé de la révocation de ces nominations. Mais non, c'est l'abdication que, pratiquement, M. Combes exige du Pape.

Le nonce a répondu qu'il ne pouvait pas accepter ces nominations sans que le nonce ait été préalablement avisé de la révocation de ces nominations. Mais non, c'est l'abdication que, pratiquement, M. Combes exige du Pape.

Le nonce a répondu qu'il ne pouvait pas accepter ces nominations sans que le nonce ait été préalablement avisé de la révocation de ces nominations. Mais non, c'est l'abdication que, pratiquement, M. Combes exige du Pape.

Le nonce a répondu qu'il ne pouvait pas accepter ces nominations sans que le nonce ait été préalablement avisé de la révocation de ces nominations. Mais non, c'est l'abdication que, pratiquement, M. Combes exige du Pape.

Le nonce a répondu qu'il ne pouvait pas accepter ces nominations sans que le nonce ait été préalablement avisé de la révocation de ces nominations. Mais non, c'est l'abdication que, pratiquement, M. Combes exige du Pape.

Le nonce a répondu qu'il ne pouvait pas accepter ces nominations sans que le nonce ait été préalablement avisé de la révocation de ces nominations. Mais non, c'est l'abdication que, pratiquement, M. Combes exige du Pape.

Le nonce a répondu qu'il ne pouvait pas accepter ces nominations sans que le nonce ait été préalablement avisé de la révocation de ces nominations. Mais non, c'est l'abdication que, pratiquement, M. Combes exige du Pape.

Le nonce a répondu qu'il ne pouvait pas accepter ces nominations sans que le nonce ait été préalablement avisé de la révocation de ces nominations. Mais non, c'est l'abdication que, pratiquement, M. Combes exige du Pape.

Le nonce a répondu qu'il ne pouvait pas accepter ces nominations sans que le nonce ait été préalablement avisé de la révocation de ces nominations. Mais non, c'est l'abdication que, pratiquement, M. Combes exige du Pape.

Le nonce a répondu qu'il ne pouvait pas accepter ces nominations sans que le nonce ait été préalablement avisé de la révocation de ces nominations. Mais non, c'est l'abdication que, pratiquement, M. Combes exige du Pape.

Le nonce a répondu qu'il ne pouvait pas accepter ces nominations sans que le nonce ait été préalablement avisé de la révocation de ces nominations. Mais non, c'est l'abdication que, pratiquement, M. Combes exige du Pape.

Le nonce a répondu qu'il ne pouvait pas accepter ces nominations sans que le nonce ait été préalablement avisé de la révocation de ces nominations. Mais non, c'est l'abdication que, pratiquement, M. Combes exige du Pape.